

20230620 Le Monde

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/06/20/vivre-au-long-cours-en-hebergement-d-urgence-tout-ce-que-l-on-possede-se-trouve-dans-des-cabas-comme-si-l-on-partait-demain_6178382_3224.html

Vivre au long cours en hébergement d'urgence : « Tout ce que l'on possède se trouve dans des cabas, comme si l'on partait demain »

La durée moyenne de prise en charge au sein de l'hébergement d'urgence dépasse désormais deux ans et demi. Près de Lyon, plusieurs familles racontent leur quotidien, leur attente et leur espoir, alors que les associations s'inquiètent de la situation.

Par [Claire Ané](#) (Lyon et Tassin-la-Demi-Lune (Rhône), envoyée spéciale)

Article réservé aux abonnés



AUREL

Mohammed a 6 ans. Il a presque toujours vécu dans cet apparthôtel de Tassin-la-Demi-Lune, à la périphérie de Lyon, dans le même studio que ses parents et son frère de 12 ans. Ses sœurs aînées, 17 et 21 ans, vivent dans des chambres sur le même palier, après avoir dû, pendant des années, descendre deux étages pour aller dormir et faire leurs devoirs.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Logement : des moyens accrus pour faciliter l'accès des sans domicile à un hébergement](#)

L'hébergement à l'hôtel représente une part croissante de l'hébergement d'urgence, que l'Etat a portée à un niveau record à l'hiver 2022-2023 : 205 000 personnes ont été accueillies, sans toutefois empêcher une recrudescence du nombre de celles à la rue. Et cet hébergement d'urgence porte de moins en moins bien son nom, tant il dure : 2,5 ans en moyenne en Ile-de-France, au lieu de 1,6 an en 2015. Dans le Rhône, 25 % des personnes hébergées fin 2019 l'étaient depuis plus de trois ans. Fin 2022, cette durée est passée à plus de quatre ans. Et ce malgré le plan logement d'abord, qui a permis à 440 000 personnes sans domicile d'accéder à un logement depuis 2017, et dont la suite était dévoilée mardi 20 juin.

« Ici, c'est mieux que le centre d'hébergement d'urgence du début, quand les sanitaires et les cuisines étaient collectifs », salue Maïssa (les personnes citées par leur prénom souhaitent rester anonymes), la mère de Mohammed, cheveux courts et visage avenant. C'est aussi

mieux que [la plupart des hôtels qui font de l'hébergement d'urgence](#) – il est rare de pouvoir y préparer un repas, les chambres sont généralement étroites, les problèmes de cafards ou de punaises de lit fréquents. « *On essaie de loger dans des appart'hôtels, plus adaptés, les familles qui risquent de rester longtemps* », explique Romain Gachet, responsable de la cellule « hôtel » créée par l'association Le Mas et financée par la préfecture du Rhône – donc l'Etat.

Un quotidien fait de promiscuité

Maissa et son mari, Hocine, ont été bloqués dans l'hébergement d'urgence faute d'être en situation régulière et d'avoir le droit de travailler. Leurs aînées sont nées en France, quand ils louaient un appartement. Par deux fois, ils sont rentrés en Algérie « *parce que la famille avait besoin de nous* », remettant à zéro le compteur en vue d'une carte de séjour. Ils sont revenus. « *Nos filles ne se voyaient pas vivre ailleurs qu'ici* », dit simplement leur père.

Ils s'estiment chanceux d'avoir un toit. A force de questions, ils surmontent leur pudeur pour raconter la promiscuité au quotidien : une table basse dépliée pour les repas, des matelas installés par terre pour la nuit, les devoirs faits dans la salle de bain. Priée d'évoquer l'année où elle a préparé et réussi son bac, l'aînée, Katia, s'excuse : « *Je n'ai pas les mots.* »

Tout leur rappelle qu'ils ne sont pas chez eux. Il a fallu s'engager par écrit à ne rien accrocher au mur, à ne pas ajouter d'électroménager – ils font la lessive à la main, faute de pouvoir payer les 5 euros par machine de l'apparthôtel. Ils vont chercher leur courrier auprès d'une association du centre de Lyon. Ils ne peuvent pas laisser les enfants jouer au pied du bâtiment, afin de ne pas gêner la clientèle classique.

« *Tout ce que l'on possède, même dans les placards, se trouve dans des cabas, comme si l'on partait demain. Et l'on ne sait pas si l'on part demain* », glisse la mère de famille, qui a pris beaucoup de poids à force de stress. Ils ont vu des voisins de longue date s'en aller soudain, sans avoir le choix, parce que des places se libéraient dans un centre d'hébergement. Ils se souviennent que, après avoir dû changer à deux reprises d'école en cours d'année, leur cadet a redoublé autant de fois – il a depuis sauté une classe.

« Un appartement, c'est le rêve »

Le couple espère pouvoir partir de lui-même, bientôt, puisqu'il vient d'être régularisé. Maissa a aussitôt signé un CDI comme aide à domicile. « *Je suis prête à travailler le jour et la nuit pour avoir un appartement* », rit-elle. Hocine, qui gérait la paie d'un hôpital en Algérie, a hâte de commencer, à 60 ans, comme agent d'entretien. « *Une fois leurs papiers obtenus, les personnes que nous accompagnons trouvent très vite un emploi* », constate Romain Gachet, du Mas.

Nune Harutyunyan, qui vit dans le même appart'hôtel, vient d'obtenir son titre de séjour, à la différence de son compagnon, Artok Gregeryan. Ils sont arméniens. Réfugiés en France voilà presque sept ans, ils n'avaient pas obtenu l'asile. Le couple accueille Romain Gachet avec des pâtisseries et des caramels faits maison. « *On veut remercier Le Mas, c'est une très bonne association* », explique cette mère de famille énergique, dans un français presque fluide.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En dix ans, des immigrés de plus en plus intégrés, mais plus pauvres](#)

Faute d'avoir pu travailler jusqu'ici, Nune s'est engagée comme bénévole à la Croix-Rouge, tandis qu'Artok, carreleur, *« donne des coups de main. C'est mieux que de rester sans rien faire. »* Ils subsistent avec leurs deux enfants grâce aux associations d'aide alimentaire et aux 55 euros de Chèques de Services mensuels qu'allouent Le Mas à chacun d'eux. *« On a pris l'habitude »*, évacue Nune.

Eux aussi *« rêvent »* d'un appartement. Mais être en situation régulière, et justifier de revenus adaptés, ne le garantit pas. C'est le cas de Karim, qui a quitté femme et enfants il y a plus de deux ans pour faire opérer en France leur aînée, lourdement handicapée. Il cohabite avec l'adolescente de 13 ans dans un studio vaste et nu. S'il n'y avait, face aux deux lits simples, un grand bureau orné d'un PC fixe, on jurerait qu'ils sont arrivés la veille. *« C'est bien ici, mais ma fille grandit, et doit être opérée à nouveau. Il faut un appartement »*, dit le père. Sa demande de logement social est restée sans réponse, ce qui ne surprend pas Romain Gachet : *« Avec la crise du logement, ces familles n'ont quasiment aucune chance de trouver dans le parc privé, et une demande HLM prend désormais trois ou quatre ans. »* Karim a déposé une nouvelle demande grâce au dispositif métropolitain d'accès au logement social pour les personnes en hébergement d'urgence. Il a des chances d'en obtenir un dans huit à douze mois.

« Une impasse collective »

Voir ces vies mises entre parenthèses met en colère les professionnels qui les accompagnent. *« Ceux qui ont quitté leur foyer et leur pays ne l'ont pas fait sur un coup de tête. Ils arrivent plein d'espoir et sont confrontés à un parcours du combattant, et à la violence d'être mis dans un hôtel, sans possibilité de travailler, alors qu'on leur reproche d'être des assistés. Beaucoup font des sortes de dépression. Et nous ne pouvons qu'essayer de les aider à attendre »*, regrette Audrey Pelmoine, éducatrice spécialisée au sein de la cellule « hôtel » du Mas.

Autre inquiétude : l'hébergement d'urgence accueille de plus en plus de personnes aux lourdes pathologies ou qui nécessiteraient une prise en charge psychiatrique. *« Il ne peut pourtant pas résoudre toutes les faiblesses de notre système d'insertion, de logement, de soin, de traitement des migrations, explique le directeur général de l'association, Pierre Mercier. C'est une impasse collective et ce n'est pas digne de laisser des gens attendre ainsi. »*

Une politique de *« zéro remise à la rue »* a prévalu depuis la crise sanitaire, alors que le principe de continuité de l'hébergement inscrit dans la loi était auparavant peu respecté. Mais le vent tourne. La préfecture a entamé la fermeture progressive des 377 places exceptionnelles mobilisées cet hiver dans le Rhône, tout en assurant que *« tous ceux dont la vulnérabilité demeure ont été, ou seront, orientés vers des places adaptées »*. Un centre d'hébergement prévu pour une centaine de personnes a dû fermer afin d'accueillir un des *« sas d'accueil temporaire régionaux »*, destinés à désengorger l'Ile-de-France. Pourtant, 305 enfants et leur famille sont à la rue dans la métropole de Lyon, a décompté l'association Jamais sans toit. *« Trouvons des marges pour accueillir tous ceux qui dorment dehors, sans remettre dehors ceux qui sont hébergés ! »*, exhorte la directrice régionale de la Fondation Abbé Pierre, Véronique Gilet.

Lire aussi le décryptage : Article réservé à nos abonnés [Hébergement d'urgence : partout en France, un nombre croissant de personnes, dont des enfants, se retrouvent à la rue faute de solutions](#)